

## LE MODELE CHINOIS EST-IL VIABLE ?

Présentation devant le Forum suisse de politique internationale, Genève le 12 juin 2013

### INTRODUCTION

La Chine vient en deux phases de renouveler ses dirigeants, qu'il s'agisse du Parti en novembre 2012 ou du Gouvernement en mars 2013. Le Comité permanent, qui concentre l'essentiel du pouvoir, ne compte désormais plus que 7 membres (contre 9 précédemment) dont deux seulement, le SG et Président Xi Jinping ainsi que le PM Li Keqiang, ont fait partie de l'ancienne équipe. Au sein de la très puissante Commission militaire 7 membres sur 10 ont été remplacés. Quant au Conseil d'Etat, une sorte d'organe de supervision qui contrôle l'action du Gouvernement et que préside le PM, il comprend 7 nouvelles têtes sur 8. L'attribution des sièges, souvent âpre, a fait l'objet d'intenses spéculations et tractations, attisées par le fait que pour la première fois la passation se déroulait sans que Deng Xiaoping n'étende son ombre tutélaire, même si l'ancien président Ziang Jemin, qui est encore dans toutes les mémoires à Berne, a réussi à placer 5 des siens, assurément des conservateurs, dans le saint des saints. En outre, la transition avait lieu avec

comme toile de fond, un ralentissement de l'économie et donc un risque accru de revendications sociales, voire politiques propres à contrecarrer l'ambitieux dessein de créer une « société harmonieuse » chère à Confucius comme au Parti ! Ceci dit, le système a confirmé la stabilité de ses pratiques institutionnelles, puisque pour la troisième fois un attelage formé du SG-Président et du PM, qui furent les seconds de l'équipe précédente et sont aujourd'hui respectivement No 1 et 2 du Parti, prend les rênes du pouvoir et les conservera vraisemblablement 10 ans. Voilà qui permet d'inscrire l'action de l'Etat dans la durée et la continuité.

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Depuis les réformes introduites dès 1978 par Deng Xiaoping dans le cadre de sa politique d'ouverture, le pays a enregistré bon an mal an une croissance annuelle de l'ordre de 10% qui a fait de lui en 2009 la seconde économie et le premier exportateur de la planète. Cet essor a permis de tirer de la pauvreté 500 millions de personnes et même d'en installer presque autant dans la classe moyenne, parfois les mêmes, tant les progrès furent rapides. Ce résultat est remarquable. Mais il a été payé au prix fort sur le plan de la dégradation de l'environnement ainsi que du vieillissement de la population et a contribué à exacerber les disparités sociales et régionales et à accroître la dépendance de

la Chine à l'égard du dollar. Ceci dit, la grande majorité des citoyens est, je crois, satisfaite de la gestion du pays. Elle a passé avec ses dirigeants une sorte de contrat social qui repose sur le partage des richesses et l'augmentation de la prospérité générale. Il est donc intéressant de relever que la légitimité du système ne repose pas tant sur des fondements idéologiques que sur l'aptitude du Parti à faire avancer le pays. Dans cette optique, la santé de l'économie joue un rôle clef. Je dirais même que le maintien d'un fort taux de croissance constitue le plus gros défi actuel. Selon les experts un taux de 8% est jugé indispensable à la sauvegarde d'une société « harmonieuse », c'est-à-dire stable. Pourquoi ce chiffre ? Parce que c'est celui qui permet de créer les quelque 20 millions d'emplois qui sont nécessaires pour absorber les forces de travail qui chaque année se déversent sur le marché

Il est encore une réalité dont les étrangers, même quand ils se rendent fréquemment en Chine ne sont pas toujours conscients : celle de la montée en gamme industrielle du pays. Chez nous, beaucoup voient en elle un gigantesque atelier de production de biens de bas de gamme, tels des jouets ou des chaussures en passant par des textiles bon marché. Bien sûr, c'est encore la réalité. Mais le pays compte de plus en plus d'entreprises à forte valeur ajoutée, notamment dans les véhicules électriques, l'imagerie électronique, l'énergie solaire, la micromécanique, la téléphonie, les nouveaux

moyens de communication ou l'ingénierie médicale. Le décollage de la Chine est donc aussi qualitatif.

Ceci dit, il serait faux de penser que l'avenir de la Chine se présente sans nuage. Comme j'y ai fait allusion, dans certains endroits, l'environnement est dans un état déplorable (pollution de l'air, du sol, des eaux, déforestation et j'en passe). La production industrielle est souvent peu efficace. Les entreprises d'Etat ont à leur tête parfois des personnes placées là où elles sont en raison de leurs liens politiques plus que de leurs compétences managériales. L'activité économique du pays est en outre très largement orientée vers l'exportation, qui a jusqu'ici nourri la croissance. Cela s'est traduit année après année par l'accumulation d'excédents commerciaux et donc et donc de dollars (aujourd'hui 3'400 milliards de dollars), situation qui semble occasionner plus de soucis au débiteur qu'au créancier !

A cela s'ajoute un problème moins connu, celui de l'endettement, surtout celui des entreprises et régies d'Etat. Pour stimuler l'économie et conjurer les effets de la crise en 2008 le Gouvernement avait rapidement réagi et adopté un paquet de mesures de relance pour un montant de quelque 550 milliards de francs suisses. Que s'est-il alors passé ? Les autorités locales, auxquelles le Gouvernement central interdit d'émettre des emprunts, avaient été invitées à profiter de cette manne pour financer des infrastructures. Leur endettement a

ainsi doublé de 2008 à 2010. La Banque centrale estime que 13% de ces prêts ne seront jamais remboursés. Des experts indépendants parlent plutôt de 20% à 30%. Aux chiffres communiqués par l'Etat, il faut ajouter les prêts consentis au Ministère des chemins de fer, le plus gros emprunteur du pays. De fait l'endettement par rapport au PNB n'est pas de 17%, comme publié dans les statistiques officielles, mais plutôt de l'ordre de 60% à 70%. Dans une étude le CS l'évaluait même à 150%-180%, soit un taux plus proches de celui du Japon.

La Chine est bien consciente des dangers que recèle son modèle de gestion et veut s'engager sur la voie d'une croissance vertueuse, plus soucieuse de l'environnement et axée davantage sur les besoins du marché intérieur, sans pour autant pratiquer une politique de grands travaux. La Chine entend donc favoriser un développement qualitatif de son économie, qui doit impérativement passer l'amélioration de l'accès au crédit pour les petites entreprises. Les prêts à bas taux sont en effet réservés aux grandes entreprises d'Etat et les firmes privées n'ont pas d'autre choix que d'emprunter à des conditions usuraires (jusqu'à 60%). Il manque à la Chine nos bonnes banques cantonales !

La Chine s'efforce ainsi bâtir une société de consommation. Il en va en définitive du caractère durable de la croissance chinoise. Si Pékin veut sortir de l'impasse à laquelle l'accule une économie fondée avant tout sur l'exportation

et qui la lie toujours davantage au Trésor américain, il faut bien qu'un autre modèle prenne le relais, orienté sur la satisfaction des besoins du marché domestique... ce qui implique une hausse des salaires réels (on assiste progressivement à des grèves dans des compagnies... étrangères !) et une meilleure couverture sociale et santé. En effet, si le travailleur chinois continue à se sentir démuni face aux coups du sort, il conservera à jamais son actuelle mentalité de fourmi et sa propension à l'épargne. Evidemment le financement d'une sécurité sociale ne sera pas facilité par le vieillissement de la population, engendré par la politique de natalité (en principe un seul enfant par couple). A telle enseigne que bien des démographes disent de la Chine qu'elle sera vieille avant de devenir riche !

## POLITIQUE INTERIEURE

La Chine peut légitimement tirer quelque fierté de diverses réalisations ou actions récentes. Si je me borne aux 4 années de ma mission, et sans y voir bien sûr un quelconque rapport de cause à effet, je citerais : Jeux olympiques de Pékin en 2008, Universiades d'hiver de Harbin en 2009, Exposition internationale de Shanghai en 2010, Jeux pan-asiatiques de Canton et Universiades d'été de

Shenzen en 2011, efforts de reconstruction après deux tremblements de terre au Sechuan et au Qinghai et de graves inondations dans le Gansu, sans compter ce plan de relance déjà mentionné de quelque Fr. 550 milliards destinés à financer un certain nombre de chantiers à travers tout le pays (routes, aéroports, ports, ponts, ,métros, logements, etc.)Il n'y a guère de semaine où les autorités centrales ou provinciales n'inaugurent pas un projet pharaoniques. Quand on regarde autour de soi, on a le sentiment que le pays ne forme qu'un vaste chantier et dispose de moyens illimités.

Il apparaît probable que l'équipe récemment mise en place reprendra à son compte la gestion prudente et efficace des prédécesseurs, qui vaut à la Chine de dialoguer de plain-pied avec les Etats-Unis. Le Comité permanent du Bureau politique semble adopter la même ligne, savoir une ligne centriste, à équidistance entre conservateurs nationalistes et partisans d'une plus grande ouverture de la société. Il faut en effet comprendre que les Chinois redoutent instinctivement l'instabilité, dont ils ont tant souffert dans leur histoire. Pour la première fois depuis plus de deux siècles, ils connaissent une amélioration constante de leur niveau de vie, une plus grande liberté, sans risque apparent de verser dans le chaos. Le pays est aujourd'hui universellement respecté, ce qui flatte le nationalisme souvent à fleur de peau de ses citoyens. Cette lente montée en puissance assure aujourd'hui au Parti sa légitimité. Il est fort

probable que si des élections libres devaient se tenir aujourd'hui, le PCC serait reconduit avec une confortable majorité, car une large partie de la population approuve son action.

Un mal risque pourtant d'éroder la légitimité du Parti. N'en déplaise aux thuriféraires des droits de l'Homme, ce ne sont pas les atteintes aux libertés individuelles. Dans une certaine tradition confucéenne qui privilégie le groupe social face à l'individu, les Chinois tolèrent que l'ordre public passe par l'embalement de quelques uns. Non, ce qui menace le Parti et son pouvoir exclusif, c'est la corruption, qui n'a cessé de s'étendre ces dernières années. Les dirigeants en sont bien conscients, qui tentent de donner le change en lançant aux cadres des appels à plus de modestie, de simplicité, en fustigeant les présents luxueux, en clamant l'établissement d'une démocratie intra-parti et en multipliant les actions spectaculaires contre ceux qui, dans les grandes villes ou en province, sont accusés d'avoir détourné de l'argent public. Ces opérations de nettoyage, véritables simulacres de justice, me laissent personnellement sceptique. Je doute qu'il soit possible de lutter durablement et efficacement contre les tentations financières et les trafics d'influence dans un régime à parti unique - fût-il traversé de diverses - dont les membres, solidaires entre eux, auront naturellement tendance à se protéger et à se ménager. Comment lutter contre la corruption dans un pays qui ne connaît pas



le pluralisme politique et dont la presse ainsi que les tribunaux sont au service du Parti ? Ceci dit, le régime doit jouer une partie qui devient toujours plus difficile face à des internautes hardis, qui demandent de plus en plus à l'Etat des comptes ou souhaitent faire part aux autorités des pratiques auxquelles se livrent certains potentats locaux.

## POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE

L'époque où Deng Xiaoping recommandait à la Chine de garder un profil bas est bien révolue. Sa dimension territoriale, démographique, économique et militaire en fait, qu'elle le veuille ou non, un des grands acteurs mondiaux. D'une manière générale la politique étrangère de Pékin est largement dictée par sa soif de matières premières. A ce titre la Chine est dorénavant présente sur tous les continents, y compris dans les régions en crise comme le Soudan ou l'Afghanistan où elle a investi plus de 3 milliards de dollars dans une mine de cuivre. Ce déploiement n'est pas sans conséquence sécuritaire dès lors qu'elle se doit de protéger ses intérêts économiques vitaux avec sa flotte de guerre. La marine a ainsi vu sa mission très

officiellement élargie. Loin de se borner à la défense des côtes, elle doit désormais assurer la promotion des intérêts stratégiques nationaux, là où ils se situent, comme elle le fait aujourd'hui dans le cadre de l'opération Atalante en Somalie. Elle fait aussi l'apprentissage des risques liés à son statut de puissance économique, comme l'a montré l'opération, fort bien réussie d'ailleurs, de rapatriement de ses citoyens évacués de Libye.

La grande affaire aujourd'hui, ce sont les rapports avec les Etats-Unis. Avec Washington, les sujets de discussion ne manquent pas et la relation est souvent empreinte de méfiance. Parmi les thèmes qui fâchent figurent le cours du RMB, que la capitale américaine juge artificiellement sous-évalué ; Taiwan, à qui les Etats-Unis vendent périodiquement des armes ; l'Iran, que la Chine ménage, eu égard à sa dépendance pétrolière ; l'Afghanistan, où les USA voudraient que la Chine porte une plus large part du fardeau de la stabilisation ; la RPDC, à laquelle la Chine offre une véritable bouée de survie ; les droits de l'Homme, même si le Président Obama ne semble pas vouloir en faire une pomme de discorde. Citons encore pêle-mêle le réchauffement climatique, la Lybie autrefois, la Syrie aujourd'hui, ainsi que « last but not least » les cyber-attaques.

L'importance de la relation sino-américaine pour le système international et l'interdépendance financière et commerciale entre les deux pays les

poussent, pragmatiquement, à densifier leurs rapports. Ce qui frappe c'est la multiplication des contacts et des visites à tous niveaux entre les deux capitales, qui accrédite l'idée d'un dialogue permanent, voire d'un G 2 « de facto », même si Pékin réfute l'idée qu'il puisse y avoir un « duumvirat - vite baptisé « Chi-Mérique » par les journalistes – et préfère affirmer son engagement au sein du G 20.

Avec un certain nombre de pays, la Chine entretient un dialogue d'autant plus étroit que le pays pèse sur l'échiquier mondial ou régional. Avec le Japon, on peut parler de relations politiques froides et économiques chaudes. Avec la Russie, ce serait plutôt l'inverse ! Les rapports avec l'Inde connaissent à l'occasion une embellie, tout récemment encore à la Nouvelle Delhi, à qui le nouveau PM a réservé sa première visite à l'étranger. Mais ils demeurent marqués par une solide dose de méfiance, alimentée par un contentieux frontalier et l'absence historiques d'horizons partagés. Bien qu'elle s'en défende, la Chine sape en sous-mains les efforts du Japon et de l'Inde en vue d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité. Quant au partenariat avec le Pakistan, il n'a de « stratégique » que le nom. Aucune valeur commune ne lie les deux pays, si ce n'est une égale animosité à l'égard de la Nouvelle Delhi.

La relation avec l'Europe, ou plutôt avec les Européens mérite un chapitre à part. Aux yeux des Chinois l'Europe existe, mais en tant que négociatrice commerciale. Or, comme celle-ci ne reconnaît pas à la Chine le statut d'économie de marché et se refuse dès lors à conclure un accord de libre-échange, elle n'existe guère en tant que telle. Il reste donc avant tout le terrain politique, où Pékin joue donc en maître des divisions au sein de l'UE, notamment en matière de droits de l'Homme. Elle entretient un dialogue régulier avec la France et le Royaume-Uni, mais c'est clairement l'Allemagne qui tient la corde, du fait de ses succès commerciaux et de la personne de Madame Merkel, dont elle respecte la franchise des propos. Et la Suisse dans tout cela ? Elle bénéficie, soyons en conscients, de la réticence de l'UE à s'engager, c'est-à-dire à traiter la Chine en partenaire commercial. Notre pays, avec son agriculture très protégée, son tissu industriel diversifié, ses services bancaires et financiers, c'est un peu l'UE en réduction. La Chine nous a dès lors considérés comme un laboratoire lui permettant de tester les paramètres du libre échange dans l'attente de la vaste négociation qui pourrait finalement s'ouvrir avec les Européens.

CONCLUSION

Quelle que soit la force des liens bilatéraux, il y a des sujets sur lesquels la Chine ne transigera jamais, dans la mesure où elle estime qu'ils relèvent de ses « core interests ». Ceux-ci s'articulent sur le maintien de son système politique (lire le monopole du PCC), l'unité nationale et l'intégrité territoriale (lire Taiwan, Tibet, Xinjiang, voire la Mongolie intérieure). Ils illustrent le fait que les questions domestiques, parmi lesquelles j'inclus la couverture des besoins énergétiques, demeurent prioritaires dans la définition de la politique étrangère et que la défense des valeurs – fussent-elles d'inspiration collective et confucéenne – n'y jouent qu'un rôle secondaire. Les dirigeants de ce pays en développement (PNB de l'ordre de 5'000 dollars par habitant) sont avant tout des pragmatiques, déterminés à lutter contre la pauvreté et lutter contre les inégalités sociales et régionales ainsi que contre la corruption... tout en restant au pouvoir et en bénéficiant des avantages liés à son exercice ! Pour s'acquitter de leur mission, ils sont même disposés à tirer des enseignements de leur observation des pratiques et solutions adoptées ailleurs. Mais ils refuseront obstinément de se laisser dicter par des étrangers le rythme des réformes ou la voie à suivre. La Chine, en somme, nous administre au quotidien une leçon de souveraineté affirmée et d'ouverture contrôlée.

